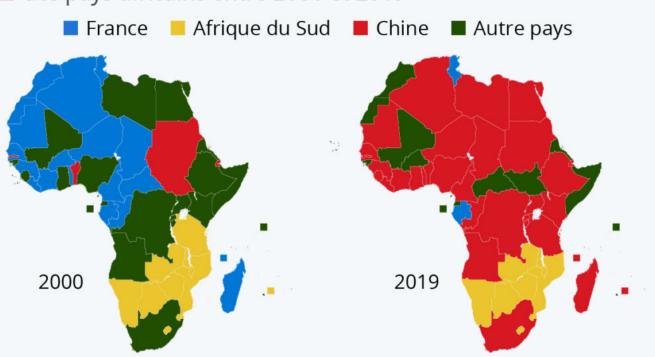


Afrique : la Chine pousse la France vers la sortie

La Chine à la conquête de l'Afrique

Premier pays source des importations des pays africains entre 2000 et 2019 *



* selon la part dans la valeur des importations. Le Soudan du Sud est devenu indépendant du Soudan en 2011. Sources : OEC, Banque mondiale, recherches Statista













En 2000, la <u>Chine</u> n'était la première source d'importations que de quelques pays africains : le Soudan, la Gambie, le Bénin et Djibouti. À cette époque, la France occupait encore une position privilégiée sur le continent, en particulier dans les pays francophones et au Maghreb. Mais comme le met en avant notre infographie, vingt ans plus tard, la superpuissance asiatique s'est imposée comme le premier fournisseur de marchandises pour plus de 30 nations africaines. Dans le même temps, face à la concurrence chinoise, les parts de marché à l'exportation de la France sur le continent <u>n'ont cessé de diminuer</u> (passant de 11 % en moyenne en 2000 à moins de 6 % en 2017).

Les liens entre la Chine et l'Afrique se sont intensifiés de manière considérable au cours des deux dernières décennies. Comme le <u>décrit</u> Julia Faria, experte en recherche pour l'Angola, le Kenya et la Tanzanie chez Statista : « La valeur des <u>exportations chinoises</u> vers les pays africains a bondi de 5 milliards de dollars (en 2000) à plus de 110 milliards de nos jours. La jeune population d'Afrique, encouragée par développement du marché de la consommation sur le continent, a stimulé l'exportation des marchandises chinoises. »

Mais il ne s'agit pas que d'une voie à sens unique : « Les exportations africaines vers la Chine ont également augmenté, mais à un rythme plus lent. En 2019, la valeur totale des exportations vers la Chine a atteint près de 80 milliards de dollars. La demande chinoise croissante en matières premières a trouvé un fournisseur solide en Afrique, avec des exportations évaluées à environ 17,5 milliards de dollars en 2019. »

Bien au-delà d'une simple relation commerciale, la Chine est également depuis plusieurs années le premier investisseur étranger en Afrique. Le géant asiatique a été à l'origine de 25 % des financements d'infrastructures sur le continent en 2018, dans le cadre notamment de son projet des « <u>nouvelles routes de la soie</u>« .

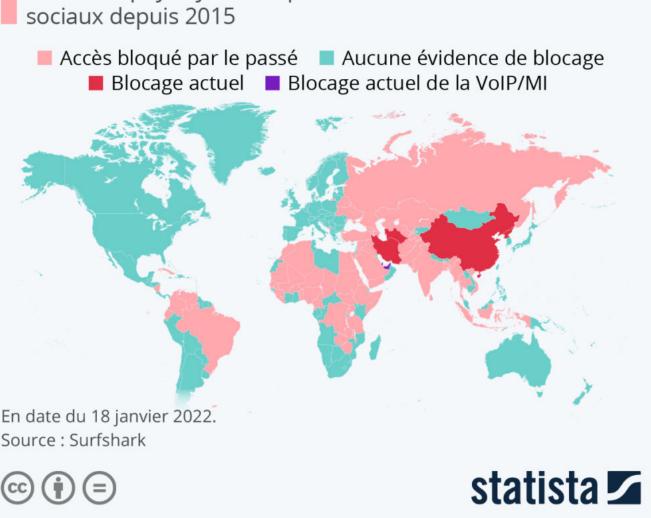
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Ces pays qui bloquent les réseaux sociaux



Ces pays qui bloquent les réseaux sociaux

Carte des pays ayant bloqué l'accès à des réseaux



Depuis 2015, au moins 72 pays dans le monde ont bloqué ou restreint l'accès à des réseaux sociaux ou applications de communication (voix sur IP, messageries instantanées). C'est ce qui ressort d'une étude couvrant 193 pays réalisée par la société Surfshark, spécialisée dans la protection de la vie privée et la sécurité des données en ligne. Actuellement, environ 3 % des pays étudiés bloquent l'accès à des réseaux

sociaux ou messageries. Tous ces pays sont situés en Asie. En Chine, Corée du Nord, Turkménistan et



Iran, ce sont principalement des réseaux sociaux étrangers qui sont bloqués, comme <u>Twitter</u> et <u>Facebook</u>. Il convient de noter que la Chine possède son propre écosystème national de réseaux sociaux, avec des applications telles que WeChat et Weibo. Quant au Qatar et aux Émirats arabes unis, ils restreignent l'utilisation des appels passés via Internet (voix sur IP), ce qui concerne par exemple des applis comme Messenger, WhatsApp et Skype.

Selon les analystes, ces restrictions sont principalement le fait de gouvernements non démocratiques. Ainsi, on observe que ce sont majoritairement des pays africains et asiatiques (et quelques pays d'Amérique du Sud) qui ont le plus restreint l'accès au réseaux sociaux ces dernières années. Toutefois, dans la plupart des cas, ces restrictions sont temporaires. Parmi les cas les plus récents de blocage, on peut mentionner le Kazakhstan et le Burkina Faso, où d'importantes perturbations d'Internet ont été enregistrées début janvier lors des « manifestations contre la hausse des prix de l'énergie » pour le premier cité, et pendant des « arrestations liées à un prétendu coup d'État » pour le second.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

La France en retard sur les objets connectés



La France en retard sur l'Internet des objets Part des entreprises utilisant des technologies liées à l'Internet des objets en 2021 **UE-27** 29 % Autriche 👄 51 % Suède 🛑 40 % 36 % Allemagne Italie 🕕 32 % Espagne 🖭 27 % France () 22 %

Sources: Destatis, Eurostat

Pologne -

Roumanie 🕕



L'expression « <u>Internet des objets</u> » (« Internet of Things », IoT), inventée en 1999 par le technologue britannique Kevin Ashton, décrit un réseau permettant de connecter les objets physiques entre eux : appareils, ordinateurs, machines. À l'époque, ce concept relevait encore du domaine de la science-fiction pour le grand public. Aujourd'hui, avec l'essor des <u>technologies de télécommunication</u>, l'Internet des objets est devenu une réalité. Assistants vocaux, domotique, montres connectées, voitures intelligentes,

19 %

11 %



statista 🗹



équipements industriels, etc. : en ce moment même, un vaste réseau d'objets collectent et échangent des données pour exécuter des tâches de manière autonome.

Comme le <u>rapporte</u> Lionel Sujay Vailshery, expert de l'industrie électronique chez Statista, les analystes du marché prévoient que la base installée des appareils connectés à l'Internet des objets atteigne près de 31 milliards d'unités d'ici 2025. « Au fur et à mesure que la technologie progresse, le coût des composants diminue, ce qui favorise le déploiement massif de l'IoT dans l'industrie [...] ». La généralisation de cette technologie laisse entrevoir des gains importants de productivité et de traçabilité dans de nombreux secteurs industriels.

Alors que la transformation digitale représente un enjeu majeur de compétitivité économique, des données d'Eurostat montrent que les entreprises européennes présentent des niveaux très variables de modernisation. Comparées à celles des pays voisins, on constate que les entreprises françaises accusent du retard sur les technologies liées à l'Internet des objets. Avec 22 % des entreprises utilisant des objets connectés en 2021, la France fait moins bien que la moyenne de l'UE (29 %). Les entreprises les mieux équipées d'Europe se trouvent en Autriche (51 %), alors que des pays comme la Suède (40 %) et l'Allemagne (36 %) figurent aussi parmi les plus avancés.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

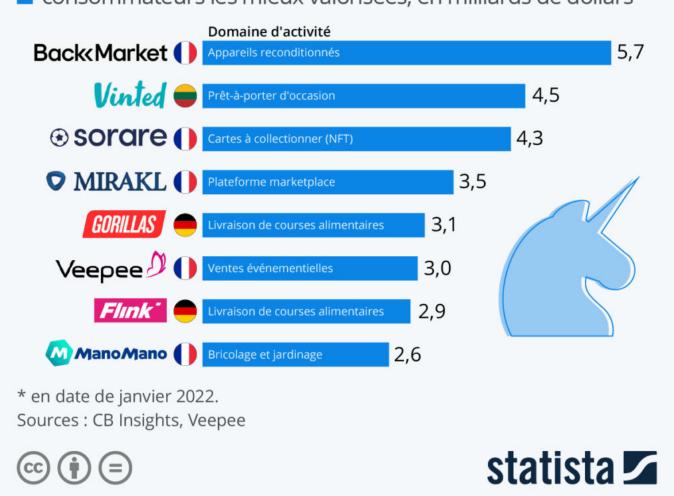
Sur un sujet similaire : les <u>industries les plus robotisées</u>.

Les pépites européennes de l'e-commerce



Les pépites européennes de l'e-commerce

Licornes du secteur de l'e-commerce et de la vente directe aux consommateurs les mieux valorisées, en milliards de dollars *



Après avoir atteint en avance l'<u>objectif</u> de voire éclore 25 licornes françaises, un nouveau cap vient d'être fixé par l'Elysée pour la <u>French Tech</u>: faire émerger « dix géants technologiques d'ici à 2030 au niveau européen ». Si l'écosystème des start-ups tricolores se porte bien, aucune d'entre elles ne fait encore partie du top 10 des pépites européennes les mieux valorisées. Un classement actuellement dominé par les <u>FinTech</u> (solutions de paiement en ligne, néo-banques, etc.), avec en tête la suédoise Klarna et les



britanniques Checkout.com et Revolut, qui affichent des valorisations comprises entre 30 et 45 milliards de dollars.

Mais si l'on regarde les données par secteur, on remarque que la French Tech sort du lot en Europe dans un domaine spécifique : le <u>commerce électronique</u>. Comme le montre notre graphique basé sur des <u>données</u> de CB Insights, dans la catégorie « e-commerce/vente directe aux consommateurs », cinq des huit pépites européennes les mieux valorisées sont françaises. Valorisée 5,7 milliards de dollars, Back Market arrive en première position. Le spécialiste de la vente d'appareils électroniques reconditionnés est également la start-up la mieux valorisée dans l'Hexagone à l'heure actuelle. Sur le podium, on retrouve l'application lituanienne de vente de <u>vêtements d'occasion</u>, Vinted (4,5 milliards de dollars), ainsi que la plateforme française de cartes NFT à collectionner, Sorare (4,3 milliards de dollars). Le spécialiste tricolore des marketplaces Mirakl et la start-up allemande <u>Gorillas</u> (livraison de courses) complètent le top 5.

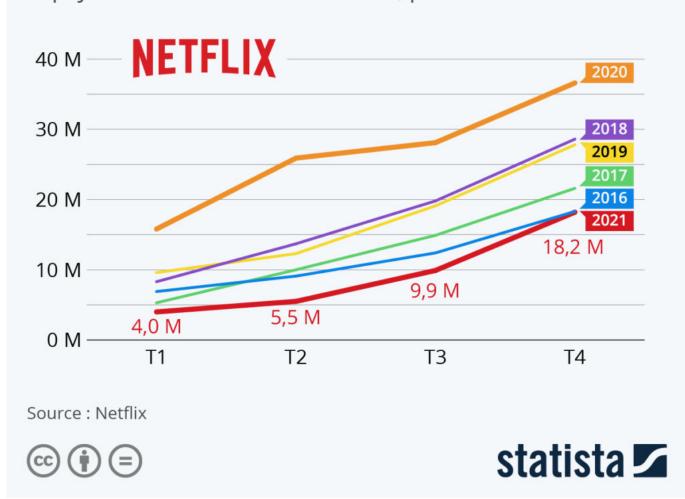
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Après le boom, la croissance de Netflix marque le pas



Netflix enregistre sa plus faible croissance depuis 2015

Nombre trimestriel cumulé des nouveaux abonnés payants de Netflix dans le monde, par année



Après une année 2020 record, où <u>Netflix</u> avait ajouté 36 millions d'abonnés payants à sa communauté, le célèbre service de <u>streaming vidéo</u> a vu sa croissance considérablement ralentir l'année dernière. Selon sa dernière <u>publication</u> de résultats, Netflix a attiré 8,3 millions d'abonnés d'octobre à décembre 2021, portant le total pour l'année à 18,2 millions d'abonnements supplémentaires. Comme le met en avant notre graphique, il s'agit de la plus faible croissance annuelle d'abonnés depuis 2015. Mais bien que cela





puisse sembler préoccupant à première vue, il n'est pas nécessaire de tirer la sonnette d'alarme pour l'entreprise.

D'après l'évaluation faite par la société elle-même, Netflix a été victime des effets du boom de 2020, lorsqu'une foule de personnes s'est soudainement inscrite pour se divertir pendant les périodes de confinement. Beaucoup de ces nouveaux abonnés avaient probablement l'intention de s'inscrire tôt ou tard, créant ce que l'entreprise appelle un « excédent Covid » dans sa lettre aux actionnaires. Un autre facteur mentionné par Netflix pour expliquer son ralentissement concerne « les difficultés macroéconomiques dans plusieurs parties du monde comme l'Amérique latine ». Pour le premier trimestre 2022, Netflix reste prudent dans ses prévisions, tablant sur 2,5 millions d'ajouts nets, contre 4 millions en 2021.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

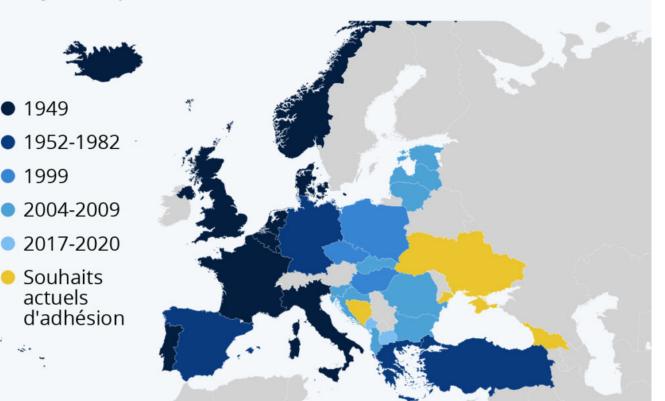
Comment l'OTAN s'est étendue vers l'est





La poussée vers l'est de l'OTAN

Pays européens selon l'année d'adhésion à l'OTAN



Les deux autres membres de l'OTAN non inclus sur cette carte sont les États-Unis et le Canada.

Source: OTAN

1949

1999









Alors que la diplomatie n'a pour le moment débouché sur aucune solution tangible et que des troupes russes sont massées à la frontière ukrainienne, les craintes de voir surgir un nouveau conflit majeur en Europe sont au plus haut. La menace d'une opération militaire russe en Ukraine a poussé les Etats-Unis à ordonner dimanche soir l'évacuation des familles du personnel de leur ambassade à Kiev. La situation « est imprévisible et peut se détériorer à tout moment », a assuré le ministère américain des Affaires



étrangères dans un communiqué.

Si les relations entre la Russie et son voisin occidental sont complexes et anciennes, l'aspiration déclarée de l'Ukraine à rejoindre l'OTAN – l'alliance politique et militaire de 30 pays d'Amérique du Nord et d'Europe – est au cœur des tensions actuelles. Si la demande d'adhésion du pays remonte à 2008 et ne devrait pas être honorée de sitôt, le contexte plus large de l'expansion du traité – de 12 membres fondateurs en 1949 à 30 pays majoritairement européens – trace une marche vers l'est qui est interprétée comme une menace par Vladimir Poutine. En décembre, le président russe avait une nouvelle fois fustigé l'organisation durant sa conférence de presse de fin d'année. « Tout nouveau mouvement de l'OTAN vers l'est est inacceptable », avait déclaré Poutine. Mais sa demande d'une interdiction formelle des expansions de l'OTAN a très peu de chance d'être entendue.

Vladimir Poutine a affirmé à plusieurs reprises que l'expansion de l'OTAN vers l'est rompait une promesse faite par les puissances occidentales après la dissolution de l'Union soviétique. Pourtant, même Mikhaïl Gorbatchev, qui avait participé aux pourparlers en tant que dernier dirigeant soviétique, a déclaré qu'une telle promesse n'avait jamais été faite. Entre-temps, la politique de la « porte ouverte » de l'OTAN, incluse dans son traité fondateur, continuera à faire de l'adhésion une option pour les nations souveraines – post-soviétiques ou non – et ce malgré d'éventuelles conséquences sur le plan géopolitique.

L'Union soviétique a peut-être disparu depuis plusieurs décennies, mais la Russie continue de considérer l'Ukraine comme un élément important de sa sphère d'influence. À l'instar de la Biélorussie voisine, l'Ukraine n'a pas seulement un rôle géopolitique d'État tampon entre l'est et l'ouest, mais elle est aussi considérée comme un allié culturel et historique majeur de la Russie – bien plus que d'autres nations post-soviétiques plus éloignées de Moscou.

Selon les règles d'admission à l'OTAN, les pays ayant des différends territoriaux avec d'autres - comme l'Ukraine et la Russie au sujet de la Crimée - ont pourtant peu de chances d'être admis. Mais le bras de fer entre les souhaits d'adhésion et les requêtes d'arrêt de l'expansion a pris la tournure d'une démonstration de force entre les différents parties, continuant de faire écho à l'époque de la guerre froide.

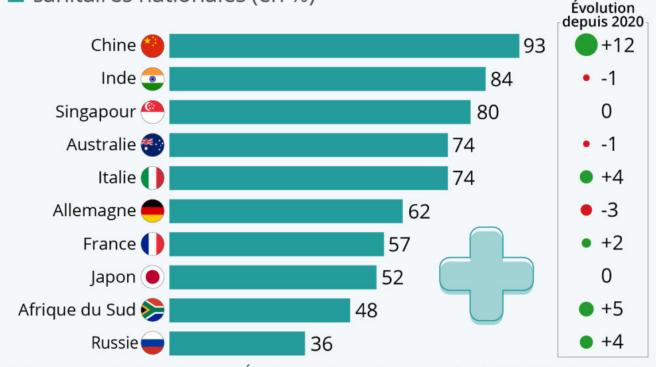
De Tristan Gaudiaut pour <u>Statista</u>

Les pays faisant le plus (ou le moins) confiance aux autorités sanitaires



Où l'on fait le plus (et le moins) confiance aux autorités sanitaires

Part des répondants faisant confiance aux autorités sanitaires nationales (en %) *



^{*} dans une sélection de pays. Étude menée en ligne auprès de 36 000 répondants dans 27 pays (novembre 2021).

Source: Edelman Trust Barometer



statista 🚄

Comme le dévoile le <u>dernier baromètre</u> de la société de conseil Edelman, qui a interrogé 36 000 personnes dans 27 pays sur leur confiance dans les autorités sanitaires nationales en novembre 2021, c'est en Chine que l'on observe le niveau le plus élevé de confiance.

La stratégie chinoise du « zéro-Covid », qui implique des mesures draconiennes lorsqu'un seul cas fait





son apparition, fait presque l'unanimité : 93 % des <u>Chinois</u> interrogés ont déclaré avoir globalement confiance dans les autorités sanitaires nationales. Toutefois, cette stratégie s'avère de plus en plus difficile à maintenir depuis l'apparition du variant Omicron, hautement contagieux, et ce à quelques jours seulement du début des JO d'hiver à Pékin.

Le score est également particulièrement élevé en Inde (74 %). À l'inverse, l'un des taux les plus bas de l'étude a été enregistré en Russie, où seulement 36 % des répondants ont affirmé faire confiance aux autorités sanitaires. Une méfiance qui se traduit aussi par le taux de vaccination: seuls près de 48 % des Russes avaient une vaccination complète (sans rappel) au 18 janvier 2022, selon les chiffres de <u>Our World in Data</u>.

Dans l'Hexagone, où l'espoir d'un pic épidémique proche semble se dissiper, 57 % des répondants se fient aux autorités sanitaires nationales, soit moins qu'en Allemagne où la part atteint tout de même les 62 %.

Malgré le fait que la circulation du SARS-CoV-2 se maintient à un niveau très élevé, le gouvernement vient d'annoncer que le 2 février, trois contraintes seront abolies : l'exigence du port du masque en extérieur, l'obligation du télétravail trois jours par semaine et les jauges dans les lieux accueillant du public.

De Claire Jenik pour Statista

Économie mondiale : des perspectives entravées en 2022



Des perspectives de croissance entravées en 2022

Prévisions de croissance du PIB réel du FMI pour les plus grandes économies mondiales en 2022 *





^{*} plus grandes économies sur la base du PIB de 2021.

Source: FMI









Dans ses <u>dernières perspectives</u> sur l'économie mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) a abaissé ses prévisions de croissance en 2022. Les analystes de l'organisation tablent sur une croissance du PIB mondial de 4,4 % cette année, soit 0,5 point de pourcentage de moins que l'estimation faite en octobre 2021. Cette révision est en grande partie due à la décélération des deux principales économies de la planète, pour lesquelles le FMI a nettement revu à la baisse ses chiffres cette année : 4,0 % de



croissance pour les États-Unis (en baisse de 1,2 point), et 4,8 % pour la Chine (-0,8 point).

Pour la France, le FMI table sur une hausse du PIB réel de 3,5 % en 2022, en baisse de 0,4 point par rapport aux prévisions d'octobre. La croissance de la <u>zone euro</u> devrait se situer à 3,9 %, soit à peu près au même niveau que celle des États-Unis. Le FMI a en revanche relevé sa prévision de 0,5 point de pourcentage pour l'<u>Inde</u>, pour la porter à 9,0 % cette année, soit l'un des taux de croissance les plus élevés au monde. Il y a également une légère révision à la hausse pour le Japon (+0,1 point).

Selon le FMI, l'économie mondiale entame l'année 2022 plus faiblement que prévu jusqu'à présent, ce que l'organisation attribue à une série d'évolutions, comme la propagation du variant Omicron et les réintroductions de restrictions. En outre, la hausse des prix de l'énergie et les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont entraîné une <u>aggravation de l'inflation</u> qui affecte la reprise économique dans de nombreux pays. Les difficultés rencontrées par le secteur immobilier chinois et la reprise plus lente que prévu de la consommation en Chine font aussi partie des entraves citées par le FMI en ce début d'année.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Pesticides : pas de réduction en vue



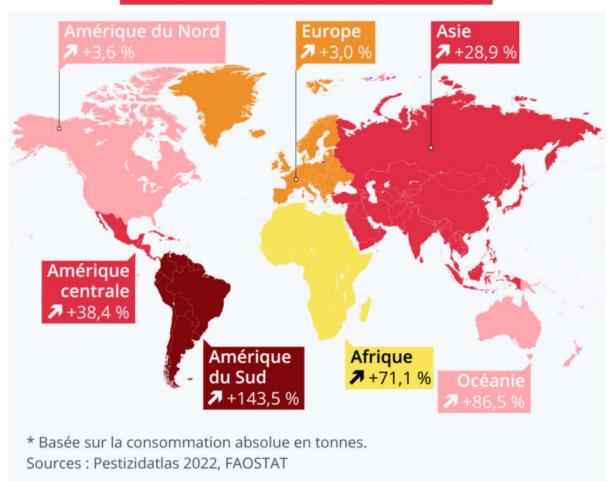
L'utilisation des pesticides dans le monde

Consommation de pesticides par hectare de terres cultivées selon les régions du monde en 2019





Évolution du volume utilisé (1999-2019)















La quantité de pesticides utilisés dans l'agriculture n'a cessé de croître ces dernières décennies. Et cette tendance ne semble pas prête de s'arrêter. Depuis 1990, la consommation mondiale de produits phytosanitaires (herbicides, insecticides et fongicides) a augmenté de 82 % et plus de <u>4 millions de tonnes</u> sont aujourd'hui utilisées chaque année. Les pays de certaines régions du monde ont la main particulièrement lourde, comme le met en avant notre carte basée sur des données publiées par la <u>fondation Heinrich-Böll</u>.

C'est en Amérique du Sud que le volume de <u>pesticides</u> déversés dans les champs est le plus élevé, avec une moyenne supérieure à 5 kg par hectare de terres cultivées en 2019. Des pays comme la Colombie et l'Équateur consomment même plus de 10 kg par hectare, alors que le Costa Rica (Amérique centrale) est le champion du monde : plus de 20 kg par hectare. Ce pays est un gros exportateur de fruits exotiques, dont les cultures intensives exigent de grandes quantités de pesticides. L'Asie fait également partie des régions où ils sont le plus massivement utilisés par les agriculteurs, avec une moyenne comprise entre 3 et 4 kg/ha. Des pays comme la Chine et la Corée du Sud dépassent même allègrement ce niveau (plus de 10 kg/ha). En comparaison, la moyenne ne dépassait pas 2 kg/ha en Europe, mais le <u>niveau de consommation varie beaucoup selon les pays</u> et leur spécialisation agricole.

Des analyses ont chiffré la valeur du marché mondial des pesticides à plus de 84 milliards de dollars en 2019. Et une croissance de 11,5 % est attendue d'ici 2023, ce qui portera la valeur du marché à plus de 130 milliards de dollars. Cette tendance à la hausse est aussi en partie liée à l'évolution du climat : une équipe de chercheurs américains de l'<u>université de Seattle</u> a calculé que pour chaque degré de réchauffement de la planète, les rendements des récoltes de riz, de maïs ou de blé pourraient diminuer de 10 à 25 %. Les raisons sont multiples. Le changement du climat favorise, par exemple, la prolifération d'insectes ravageurs, et s'ajoute à cela le fait que la résistance des plantes aux parasites diminue avec les stress climatiques, entraînant une hausse des besoins en produits phytosanitaires.

Piliers, avec les engrais, de la « révolution verte » ayant permis la hausse des rendements agricoles à partir des années 1960, les pesticides sont aujourd'hui de plus en plus décriés. Avec la prise de conscience croissante des risques qu'ils peuvent générer pour l'environnement et la santé, leur utilisation systématique est désormais remise en question par les scientifiques. De <u>nombreuses pistes</u> sont développées pour rendre l'agriculture moins dépendante de ces produits, mais elles peinent encore à s'imposer.

De Tristan Gaudiaut pour Statista